

Les syndicats de l'Allemagne orientale et le plan quinquennal

Autor(en): **O.Z.**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **43 (1951)**

Heft 6

PDF erstellt am: **06.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384717>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

anniversaires ou tout autre fête de famille. De la vaisselle et des ustensiles de cuisine sont mis à leur disposition.

N'est-il pas touchant de voir ces vieilles personnes jouir, dans leurs vieux jours, d'un confort qu'ils n'ont peut-être jamais connu de toute leur vie ?

Dans chaque maison œuvre une infirmière. Elle est la personne de liaison entre les habitants et l'administration. Elle secourt les vieux dans les cas de maladie subite, et est leur conseillère en toute chose.

Après ces informations théoriques, nous eûmes la chance de visiter quelques-uns de ces appartements ainsi que les locaux communs. Bien que les appartements soient tous construits de la même manière, chacun est marqué du cachet familial des couples qui les habitent. C'est naturel, puisqu'ils vivent dans leur propre foyer, avec leurs meubles, leurs tableaux, leurs photos de fils et de petits-fils.

Ils avaient tous l'air gais et heureux, les vieux que nous avons vus là.

Rares sont les hommes auxquels l'âge n'apporte pas toute sorte d'inconvénients — il faudrait au moins qu'on supprimât dans la mesure du possible, leurs soucis matériels. C'est ce que fait la commune de Copenhague.

J'ai quitté ces lieux avec le vif désir qu'un jour notre pays suive cet exemple et que ce soit dans un proche avenir !

Les syndicats de l'Allemagne orientale et le plan quinquennal

On sait que dans les démocraties dites populaires — et l'Allemagne orientale est l'une d'elles — l'Etat et la société sont fondés sur les principes du léninisme-stalinisme. Lénine, puis Staline ont précisé dans de nombreux écrits le rôle des syndicats sous le nouveau régime. L'histoire de la C. G. T. soviétique montre que les efforts déployés par les partisans du syndicalisme traditionnel, les « réformistes » sous la conduite de Tomsky pour sauvegarder l'autonomie du syndicalisme à l'égard de l'Etat, ont tragiquement échoué. Tomsky a été « liquidé » après l'un de ces procès spectaculaires dont la dictature communiste a le secret. Les syndicats russes, depuis longtemps, ne sont plus que des organes, des instruments dociles de l'Etat et de l'infime minorité qui l'a « confisqué ».

Les plans quinquennaux de Staline — qui visent, aux termes de la doctrine officielle, à « réaliser le socialisme sur le plan national » — ont eu pour effet de ramener au niveau de la première phase de la révolution industrielle les conditions de travail et d'existence des travailleurs de l'industrie, cette « avant-garde de la

révolution d'octobre », l'élite de l'Etat des ouvriers et des paysans créée par Lénine. Les plans quinquennaux staliniens ont supprimé ou rendu illusoires les améliorations d'ordre matériel et social que la révolution d'octobre, la nationalisation des industries de base, les lois sociales avaient valu aux travailleurs, ruiné les possibilités qu'offraient les conquêtes de la révolution d'élever progressivement le niveau de vie. Le régime stalinien, qui a, comme on sait, l'ambition non seulement de rattraper en une génération le retard de la Russie sur l'évolution des autres pays industriels, mais encore d'assurer à l'U. R. S. S. la suprématie économique, devait donc forcer par tous les moyens le rendement, porter au paroxysme l'exploitation des travailleurs, sans se soucier ni de la capacité de résistance physique, ni des besoins individuels, ni des droits de la personne, ni des conditions de travail et des salaires imposées de haute lutte par le syndicalisme dans les autres pays et garanties par les accords contractuels et la législation sociale.

*

Le plan de deux ans mis en œuvre de 1948 à 1950 par la République « démocratique » a plié l'économie de l'Allemagne orientale au dirigisme communiste. D'emblée, les travailleurs ont bénéficié des « bienfaits » des méthodes staliniennes. Un beau jour, le mineur saxon Hennecke « découvre » que le stakhanovisme permet de doubler ou de tripler « sans peine » le rendement. Et c'est la prolifération des « activistes » et des « travailleurs de choc ». L'« émulation socialiste » permet d'exécuter le plan en 18 mois. Mais au détriment de la qualité. Aux brigades de choc qui visaient à la quantité succèdent des « brigades de la qualité ». Les « activistes » ont pour consigne non plus d'atteindre ou de dépasser à n'importe quel prix les normes du plan, mais de veiller avant tout à la qualité du travail.

A cette époque déjà, l'Union allemande des syndicats libres (C. G. T.) n'était plus qu'un simple instrument du Ministère du plan, une sorte de transmetteur d'ordres comme celui qui brille sur le pont de commandement des navires. Les véritables chefs de la C. G. T., c'étaient Heinrich Rau, ministre du plan et suppléant du président du Conseil des ministres (poste où il avait succédé à son adversaire Ulbricht) et F. Selbmann, ministre de l'industrie lourde. Docile aux ordres de ces satrapes du nouveau régime, le comité central de la C. G. T. suspendit l'exercice du droit de grève et abrogea les dispositions relatives à la protection dont les travailleurs des entreprises nationalisées bénéficiaient en matière de congédiement, de même que le droit de changer librement d'emploi. La C. G. T. déclara les revendications de salaires contraires à l'intérêt général. Elle se prononça nettement contre tout salaire social, le salaire devant être fondé strictement sur les prestations.

A cet effet, elle élaborera un système de primes au rendement, extrêmement compliqué et qui laissait loin derrière lui tout ce que le capitalisme avait imaginé pour pressurer les travailleurs.

*

Au plan de deux ans a succédé, en 1950, le premier plan quinquennal de la République démocratique de l'Allemagne orientale. La période 1948-1950 avait été une phase de tâtonnements. Le plan quinquennal a pour but d'intégrer systématiquement l'économie de la zone russe dans le bloc des pays de l'Est et de renforcer le potentiel économique de l'Union soviétique.

Aux termes d'un décret du gouvernement, tous les milieux économiques et tous les particuliers sont tenus de contribuer activement à l'application du nouveau plan quinquennal. Les ingénieurs, les techniciens, les travailleurs sont individuellement et le personnel des entreprises collectivement responsables des erreurs, non seulement de celles qu'ils commettent eux-mêmes, mais aussi de celles qu'ont pu faire les bureaux qui ont élaboré le plan! Un plan que la Chambre populaire a élevé à la dignité de loi! Le plan met essentiellement l'accent sur le développement de l'industrie lourde et de la production des matières de base. La fabrication des biens de consommation nécessaires à la satisfaction des besoins particuliers et à l'élévation des niveaux de vie n'est mentionné qu'accessoirement.

*

Deux documents de la C. G. T. complètent les dispositions du plan quinquennal: le plan de l'Union des syndicats libres visant à stimuler l'initiative des masses populaires aux fins d'assurer l'exécution du plan quinquennal de la République démocratique de l'Allemagne orientale (1951-1955) et les onze points de la C. G. T. Sur la page de garde du premier de ces documents figurent quelques citations du discours prononcé par Warnke, le premier président de l'Union, devant le troisième congrès de cette centrale pour lui recommander la ratification du programme de travail de la C. G. T. Warnke définit comme suit les « principales tâches du syndicalisme dans le cadre du plan de cinq ans »:

Le premier plan de deux ans a été exécuté en 18 mois. C'est un triomphe pour notre République démocratique allemande, qui poursuit par ses seuls moyens un pacifique travail de reconstruction. Pour rendre ce triomphe possible, il a fallu la victoire des glorieuses armées soviétiques sur le fascisme hitlérien, et la contribution désintéressée que le peuple soviétique a apportée à la reconstruction de notre économie démocratique, tout orientée vers la paix. Le parti des travailleurs, le Parti socialiste unifié allemand a ouvert la voie au développement systématique et pacifique de notre économie. C'est à lui que nous devons le plan de deux ans et le plan quinquennal si audacieux qui lui a succédé.

« Le travailleur, poursuit Warnke, est la « réalité » sur laquelle repose le plan quinquennal. » (On pourrait aussi dire la matière, le matériel humain du plan.) « La réussite du plan dépend de l'excellence du travail de chacun, du renforcement de la concorde entre les travailleurs et les intellectuels, la ville et la campagne... Les énergies dont nous disposons sont « énormes »; mais elles peuvent être encore accrues si nous conservons un esprit critique, si nous pratiquons largement l'autocritique. » (C'est-à-dire si l'on érige la délation en système. Tous ces slogans sont connus. Ce sont les disques que Staline fait tourner depuis tant d'années en U. R. S. S. pour couvrir la voix des victimes innombrables de son système d'exploitation de l'homme par une minorité. Les plans quinquennaux à la mode russe élaborés par les satellites visent en premier lieu, dans les pays peu évolués comme dans les pays évolués, non pas à mettre en œuvre les moyens techniques les plus rationnels, mais à pressurer les masses travailleuses. D'inspiration russe, les plans quinquennaux traduisent aussi le mépris russe de l'homme et de la vie humaine; de même que le serf d'hier était la chose de son seigneur, l'ouvrier est la chose des bureaux et des statisticiens, l'esclave de la machine. Il vaut moins qu'elle. On a plus de soin pour elle que pour l'individu. Le gaspillage de vies humaines importe moins que l'usure d'une machine. Le mépris quasi nihiliste de l'homme qui règne en U. R. S. S. est tragiquement illustré par les millions de victimes broyées par la lourde et inhumaine machine des camps de travail. Mais quoi! Le travail forcé gratuit — l'expression la plus absolue de l'exploitation de l'homme par un régime — fait partie intégrante du « quinquennalisme » stalinien. Des millions d'individus sont froidement sacrifiés à la chimère du « socialisme national ». Le plan quinquennal allemand et le programme de travail de la C. G. T. reflètent cette conception russe de l'homme, l'abandon des notions européennes de l'existence. Les mots sonores, « promotion des travailleurs », « épanouissement de leurs forces créatrices », ne changent rien à cela. C'est ce que démontre à qui sait lire entre les lignes le texte suivant :

1. Il est indispensable de renforcer au sein des syndicats la conscience politique, d'affirmer plus fortement l'adhésion à l'Etat démocratique (das demokratische Staatsbewusstsein zu heben), de renforcer aussi l'esprit de l'internationalisme prolétarien. Les tâches nouvelles auxquelles nous avons à faire face sur les plans de l'économie, de la société et de la culture exigent que l'éducation des fonctionnaires syndicaux et des membres soit portée à un niveau élevé. Ils doivent connaître à fond les questions relatives au plan, à la politique financière, de même que les problèmes que pose la technique la plus moderne. La C. G. T. doit donc assurer systématiquement la formation de ses membres.

2. Dans le domaine économique, les syndicats ont la responsabilité d'organiser et de promouvoir l'émulation socialiste, le moyen le plus efficace d'accroître le rendement et la productivité. En conséquence, l'ému-

lation et le mouvement des activistes sont placés sous l'entière responsabilité des fédérations d'industrie.

3. Les syndicats se doivent de représenter encore plus activement que jusqu'à maintenant les intérêts immédiats (Tagesinteressen) des travailleurs et des intellectuels; en d'autres termes, ils doivent contribuer de manière essentielle à la stricte application des lois et des ordonnances qui visent à améliorer la situation des travailleurs. Les syndicats se portent garants du développement des assurances sociales.

4. Cette année encore, les syndicats doivent passer à l'exécution des tâches d'ordre culturel qui leur incombent, l'exécution de ces tâches étant une contribution au plan quinquennal. Les syndicats assument eux-mêmes ces tâches dans les entreprises, dans les stations de machines (centres agricoles de traction, etc.), les domaines agricoles de l'État et les administrations publiques.

Le second chapitre du programme de travail définit le rôle des syndicats dans la lutte pour l'accroissement de la productivité. « L'énorme augmentation du rendement... requiert de la part des syndicats un esprit d'audace et de décision. » Ils doivent donner à l'Allemagne un « exemple lumineux ». Mais tout cela exige des militants et des membres un « effort de tous les instants » :

Les plans d'entreprise établis pour les entreprises nationalisées (volkseigene Betriebe) sont le point de départ de l'exécution de cette grande tâche. Le personnel doit être initié à ses tâches concrètes et devenir ainsi un rouage conscient de l'œuvre commune. A cet effet, le plan d'entreprise doit être subdivisé; chaque division, chaque équipe, chaque brigade doit connaître exactement ce que l'on attend d'elle. Cette mesure est indispensable à l'organisation systématique du travail, à la mise en œuvre de toutes les réserves dont dispose l'entreprise. Le plan collectif d'entreprise est un instrument du succès du plan général, un moyen de former les travailleurs à leur haute responsabilité, de promouvoir la morale du travail, de coordonner étroitement les tâches du plan et les devoirs du personnel, d'une part, et d'améliorer, de l'autre, le standard matériel, culturel et social des travailleurs. La lutte que doivent mener les activistes contre les gaspillages contribuera puissamment à la réussite du plan et à assurer la reconstruction de nos entreprises. (Le traducteur s'excuse de ne donner qu'une pâle idée de l'amphigourisme de ce style « planifié »; il n'a malheureusement pas passé par l'école de la dialectique du léninisme stalinien.)

Pour ce qui est des salaires, ce document se borne à rappeler que « la loi relative au plan détermine les modalités de la fixation des salaires et de l'amélioration de la situation sociale et culturelle des travailleurs ».

Le vague de cette formule confirme, comme nous l'avons déjà relevé, que les salaires et les exigences de la protection des travailleurs n'ont qu'une importance secondaire et que ce qui importe avant tout c'est d'exécuter les normes du plan. Le document de la C. G. T. précise également que les syndicats doivent contribuer, en

étroite collaboration avec la Chambre de la technique, au développement des recherches scientifiques dans les entreprises, à l'amélioration de la formation professionnelle des ouvriers qualifiés et des méthodes d'affectation de la main-d'œuvre. Au chapitre VII du programme de travail, la C. G. T. critique vertement l'activité des fédérations d'industrie dans les entreprises privées qui subsistent encore :

Les fédérations d'industrie n'ont pas pris suffisamment en main les comités d'entreprises de l'économie privée et ils ont trop négligé de travailler au renforcement de la conscience de classe des travailleurs; ils n'ont pas donné à ces derniers une conscience suffisante de leur appartenance à un Etat démocratique. Ces syndicats doivent veiller à l'application de la décision du comité de la C. G. T. du 13 avril 1950 relative au travail dans les entreprises privées (contrôle de la direction et du personnel en liaison avec les exigences du plan et son exécution dans les délais fixés et conformément aux normes établies).

Le chapitre VIII affirme la nécessité d'améliorer, par une éducation syndicale systématique, la formation politique et professionnelle de tous les syndiqués. Le chapitre final rappelle que tous, du manœuvre à l'ingénieur, doivent donner le meilleur d'eux-mêmes, vouer toutes leurs forces physiques et intellectuelles au succès du plan. « Pour la première fois, les syndicats libres (!), facteur décisif de l'économie dirigée de la République démocratique allemande, prennent les mesures propres à promouvoir systématiquement l'initiative des masses populaires en vue de garantir l'exécution des grandes tâches économiques qui nous incombent. » Rien ne démontre mieux que ce texte que la C. G. T. n'est plus qu'un instrument docile de la politique économique de l'Etat et que les exigences de cette politique l'emportent sur la défense — telle que nous l'entendons — des conditions d'existence des travailleurs.

*

Quant au « programme en onze points visant à promouvoir systématiquement l'initiative des masses populaires », il précise en premier lieu que « les brigades ouvrières doivent devenir le moteur essentiel de la production dans les entreprises nationalisées ». D'ici la fin de 1951, la majorité des ouvriers doivent être incorporés dans ces brigades. Les fédérations d'industrie doivent faire en sorte qu'à la fin de 1955 la plus grande partie des salariés occupés dans les entreprises nationalisées et celles qui leur sont assimilées participent à l'émulation socialiste.

Les comités et sous-comités d'entreprises doivent organiser régulièrement dans tous les ateliers et au sein de toute les brigades des échanges de vues portant sur la production. Ces assemblées doivent être convoquées en dehors des heures de travail; elles seront diri-

gées par des fonctionnaires spéciaux. Les dirigeants des entreprises nationales ont suggéré l'institution d'une « journée du contremaître », aux fins de créer un « nouveau type » de contremaître, « inlassablement préoccupé de perfectionner les méthodes de production ». Le programme de la C. G. T. recommande l'« établissement de normes du travail répondant aux exigences de la technique » (et non pas aux exigences humaines), l'échange d'expériences entre les entreprises, l'échange de travailleurs de choc et de contremaîtres, la publication d'études régulières sur les méthodes du stakhanovisme; enfin, les syndicats doivent tout particulièrement travailler à resserrer les liens d'amitié entre l'U. R. S. S. et les démocraties populaires; à cet effet, il convient d'intensifier les échanges de lettres entre les ouvriers de choc et les stakhanovistes et de procéder à un échange de commissions d'études.

Le programme en onze points confirme, lui aussi, que le problème des salaires est devenu secondaire. C'est ce qui ressort du texte suivant:

En outre, le comité de la C. G. T. exige qu'en liaison avec l'exécution du plan quinquennal les salaires de la majeure partie des ouvriers soient calculés sur la base des prestations. L'application de ce principe doit fouetter la volonté des travailleurs aux fins d'atteindre les normes fixées (textuellement: le salaire doit devenir le moteur de l'accomplissement du plan). La responsabilité croissante des ouvriers de choc exige qu'ils participent, sous la forme de primes proportionnelles à leur effort, aux résultats obtenus (exécution ou dépassement du plan par leur brigade).

En un mot comme en cent, la C. G. T. joue le rôle de garde-chiourme du régime. D'ailleurs, la loi sur le plan quinquennal et les déclarations de la C. G. T. précisent que cette organisation est le seul instrument auquel recourt l'Etat pour atteindre les objectifs du plan. La C. G. T. se consacre entièrement à cette tâche et elle n'a plus aucune possibilité de remplir ses obligations proprement syndicales, en particulier d'assumer la défense des intérêts légitimes des travailleurs. Et que devient, dans tout cela, cette unité des travailleurs dont on fait si grand état de l'autre côté du rideau de fer? Une illusion! Les travailleurs sont divisés en catégories dont les unes sont favorisées par rapport aux autres; les privilégiés du régime, les héros du travail, les stakhanovistes, les ouvriers de choc, les activistes, les émulateurs ont pour seule mission de porter à un niveau toujours plus élevé les prestations « normales », de soumettre la grande masse des travailleurs à un effort toujours plus grand et plus épuisant. C'est dire que l'Union des syndicats libres (!) de l'Allemagne orientale s'exclut elle-même de la communauté des syndicats qui luttent pour la libération des travailleurs pour sauvegarder les légitimes intérêts de leurs membres tant à l'égard de l'économie privée que de l'Etat.

Il va sans dire que les décisions de la C. G. T. ont eu immédiatement pour contre-partie des décisions analogues des fédérations d'industrie.

O. Z.

Employeurs et travailleurs suédois discutent de la rémunération des femmes

Un comité paritaire a été chargé par la Confédération générale des travailleurs et la Centrale des employeurs suédois de l'examen du problème de la rémunération des femmes. Tenant compte aussi bien du point de vue de l'équité que du point de vue économique, ce comité considère que la rémunération devrait dépendre avant tout du rendement du travail. C'est-à-dire qu'il admet en quelque sorte le principe de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale. La création d'une commission des questions féminines sur le marché du travail a, d'autre part, été envisagée. Cette commission devrait s'informer du traitement fait aux femmes en général sur le marché du travail, encourager les mesures tendant à faciliter le travail de la main-d'œuvre féminine, travailler au développement de l'éducation professionnelle parmi la gente féminine et propager enfin l'idée de l'égalité des sexes sur le marché du travail.

Dans son rapport, le comité constate que dans l'industrie suédoise la main-d'œuvre féminine employée dans les bureaux a passé de 14 500 en 1930 à 35 300 en 1945. Durant la même période, le nombre des ouvrières a diminué, passant de 240 000 à 133 000. Dans les services de transport, les fonctionnaires du sexe féminin ont passé de 18 000 à 27 400, tandis que les ouvrières n'ont augmenté que de 800. Le nombre des employées des services publics et des professions libérales a passé de 30 100 à 33 600, celui des fonctionnaires femmes de 61 800 à 110 500. Dans le commerce, le nombre des entreprises a diminué de quelques centaines, alors que le nombre des employées a passé de 121 300 à 170 100. Parmi ces dernières, 65 500 sont employées de magasin, c'est-à-dire qu'ici encore on enregistre une augmentation de 21 400.

Plus de la moitié des ouvrières de l'industrie sont employées dans le textile et le vêtement (68 % en 1947).

Le nombre des femmes qui travaillent pour gagner leur vie a tendance à diminuer, constate le comité. Il est probable que la main-d'œuvre féminine se dirigera de plus en plus vers les postes de fonctionnaires, d'assistantes médicales, de vendeuses de magasin, de serveuses de restaurants, etc.

Le comité reconnaît que les femmes travaillant dans l'industrie sont, à travail égal, en général moins bien payées que les hommes